

Serge Meitinger

D'UNE VICTOIRE ANNONCÉE

Au lendemain du premier tour de la présidentielle de cet an de grâce 2012, les jeux semblent faits, si l'on en croit les très saints sondages qui jamais, jamais ne leurrent leurs véritables fervents ! Il est donc temps peut-être d'adresser une mise en garde en forme d'avertissement ou d'admonestation à celui qui ceint déjà la couronne comme à ses partisans et affidés, un petit bilan suivi d'un court pronostic... Pour prendre date...

D'abord, il semble bien que ceux dont le futur vainqueur devra le plus se méfier et auxquels il lui faudra tenir la bride serrée, ce sont les siens, les militants et apparatchiks de son propre parti, dont il fut si longtemps le vigilant et lucide cornac ! Il est à craindre en effet que la plupart de ceux-ci, qui prétendent de plus incarner « le peuple de gauche », n'aient, lors de la cure d'opposition à laquelle ils ont été une dizaine d'années tenus, rien compris ni appris ! Il suffit d'entendre (en aparté surtout) et de lire (dans des courriers de lecteurs ou des commentaires sur internet, par exemple) les formules abruptes et incendiaires des militants comme des leaders qui aspirent aux suffrages des électeurs pour y trouver à l'envi une analyse assez largement antédiluvienne des rapports économiques et sociaux : l'on continue à pourfendre la bourgeoisie capitaliste nationale et ses profits que l'on rend responsable de tout selon le vieux refrain de la lutte des classes, à inculper le libéralisme quelle qu'en soit l'obédience et la définition, à diaboliser la mondialisation, à tout attendre surtout de l'énorme et débonnaire vache à lait justement appelée État-providence ! Les vieux réflexes de « goche », fondés sur une réelle absence de pensée critique, sont toujours là et la haine démesurée qu'a engendrée le personnage de Sarkozy, vibrion caractériel et incohérent, facilement accusé de tous les maux, a été un bon prétexte pour ne pas mettre les horloges intellectuelles et idéologiques à l'heure de la crise mondiale et d'une nouvelle raison économique incitant à l'effort voire au sacrifice. Et il est, hélas, fort probable que nombre des piliers du parti seront tentés de se comporter en revanchards et pantouflards, avides de reprendre les postes et les leviers de pouvoir pour en retrouver les blandices et prébendes... Si le chef, dont on peut supposer qu'il connaît à fond ces réflexes ataviques et leur capacité de nuisance, ne trouve moyen d'y mettre d'emblée bon ordre et d'assurer ainsi un retour « décent » au pouvoir, l'effet psychologique sera désastreux sur le peuple réel.

Le désir d'associer à la rigueur que la situation impose un regain de croissance en n'interdisant pas, par des mesures trop restrictives, une reprise qu'il faut encourager est louable et devra, en effet, inspirer une nouvelle donne, un *new deal*... Mais la croissance ne se décrète pas et l'impatience risque de réveiller l'une des plus chères manies de gauche qui consiste à favoriser une relance surtout soutenue par l'État et par une aide à la consommation souvent au détriment d'une vraie reprise. Ce sera là l'affaire d'un difficile dosage entre interventionnisme et encouragement indirect agissant sur le contexte. Il y aura, de plus, de sérieux risques d'interférences avec les règles du marché européen et les grandes manœuvres de la finance mondiale qui gagne plus à spéculer à court terme qu'à faire travailler l'argent en investissements productifs à moyen ou long terme. C'est là que se jugera la fiabilité d'une *autre* politique économique, strictement enserrée toutefois dans un jeu de contraintes multipolaires et souvent contradictoires... Liées à cela la politique des salaires et celle de la législation du travail : il est difficilement concevable qu'un gouvernement de gauche revienne

franchement sur l'organisation et la répartition du travail selon le principe des 35 h et sur le principe du contrat à durée indéterminée. Pourtant l'on sait que ladite loi des 35 h, qui a amélioré la vie de millions de travailleurs, a entraîné aussi une stagnation des salaires et n'a pas suffisamment stimulé le recrutement. Il faudra sans doute en envisager l'aménagement, ce qui sera délicat, ainsi qu'entreprendre une redéfinition du contrat de travail de façon à assouplir embauche et licenciement. Le pouvoir sera pris là entre ses idéaux sociaux et les contraintes de la crise, l'arbitrage sera délicat et risqué. La philosophie du *care*, du « prendre soin », qui est une des versions politiques de l'humanisme en action, va se trouver soumise à rude épreuve. De plus, rien de tout cela ne peut vraiment évoluer sans un mouvement d'ensemble propre au moins à l'Europe : rester isolée en tant que patrie du travail plus juste, tout en étant considérée par les autres comme « la patrie du travail trop cher », ne servira ni les intérêts du pays ni ceux de ses travailleurs !

Le souci de la rigueur et celui de la justice comme de l'égalité commandent une remise à plat de la fiscalité qui fasse enfin contribuer à l'effort général ceux qui sont le mieux à même de le faire. Ce sera l'une des premières tâches difficiles mises en œuvre par le favori s'il l'emporte, et il n'a pas encore eu le temps de commencer à prendre les choses en main que des bruits multiples et insidieux évoquent déjà la fuite des capitaux et des expatriations intéressées, des tranches entières du Capital partant en exil, avec armes et bagages, vers des contrées où la pression fiscale est douce voire inexistante. Voici donc renaître, comme au moment même de l'arrivée de Mitterrand en 1981, le spectre du « mur d'argent » comme on disait en 1936 ! Mais les « deux-cents familles », c'est-à-dire les deux-cents plus gros actionnaires de la Banque de France entre les deux guerres, devenues le symbole du capitalisme national, sont-elles vraiment de retour ? Ou faudrait-il plutôt dire, maintenant, les « dix-mille multinationales » ou les « Banques » ? La pieuvre aurait plus de têtes encore et combien plus de tentacules ! Sur ce plan également une action internationale s'impose, au niveau européen au moins, pour harmoniser les fiscalités et organiser un mode de prélèvement équitable des contributions !

Enfin, le candidat en tête des intentions de vote au second tour, a beaucoup insisté sur la jeunesse et la politique spécifique qu'il faudrait lancer pour assurer son avenir tant sur le plan de l'éducation que sur celui de l'emploi. D'où la mesure phare, symbolique, annoncée d'emblée à grand fracas et qui entraîne, depuis son prime énoncé, les plus âpres volées de bois vert de la droite comme du centre, celle des 60 000 postes à créer (ou à recréer) dans l'enseignement sur cinq ans. Le but est louable, une fois de plus, mais la mesure préconisée, une augmentation purement quantitative des moyens, rejoint trop facilement le principe qui anime toutes les revendications des enseignants et de leurs syndicats depuis des lustres : plus, toujours plus d'agents et d'argent, de locaux et d'équipements, de filières et de fonctionnaires... Ce faisant, l'absence de réflexion et de conscience critique est portée à son comble et cette revendication apparemment iconoclaste et généreuse se coule, à sa manière et sans s'en rendre compte, dans le sillon normatif de la rationalité administrative la plus plate qui ne veut connaître que des quantités comptables et des données ajustables par calcul. De fait, mais nul ne le dit jamais ouvertement et clairement, ces postes nouveaux ne serviront pas à grand chose si ne sont pas métamorphosées en profondeur la mentalité et la manière de faire qui accompagnent la mise en œuvre et la gestion, depuis des lustres également, du projet éducatif en général. Que les gouvernements fussent de droite ou de gauche, la manière de traiter la massification de l'enseignement secondaire puis supérieur, phénomène démographique et choix politique, a toujours été purement quantitative et menée à grand renfort de calculs de toute sorte : bilans comptables, statistiques, prospectives chiffrées, quitte à manipuler les chiffres pour mener 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat ou

atteindre plus de 80% de réussite à cet examen. Pour que l'effort budgétaire conséquent qu'implique ce choix porte vraiment ses fruits, il faudrait repenser méthodes et évaluations, pédagogie et programmes, le « métier » même d'enseignant ; que l'on songe enfin à définir ce que l'on appelle un « niveau » en matière de maîtrise de la langue comme de l'arithmétique, qu'on s'efforce d'établir un socle commun de connaissances ou de « culture générale » à acquérir par tous et qu'on s'entende sur ce qu'enseigner un esprit de « citoyenneté critique », variante moderne de l'esprit civique, veut dire... Bref, il s'agirait de remettre en question un système global qui dérive depuis longtemps et dont la gestion purement quantitative a désormais abouti à traiter le savoir comme une marchandise que l'on calibre, que l'on morcelle entre des techniciens supposés compétents et que l'on va bientôt monnayer à l'unité... voire à l'encan...

L'on s'en est bien aperçu, nul pronostic ne saurait échapper à l'âpreté initiale d'un sévère bilan et, encore, nous n'avons pas parlé du chômage non plus que de la dette... La tâche du prochain vainqueur apparaît contradictoire en certains de ses termes et, au total, démesurée car elle exige une lucidité, une vigilance et une détermination plus qu'humaines... Le favori des sondages devra, en particulier, surmonter le handicap d'un double héritage, celui que va lui laisser son prédécesseur, celui qu'il porte quasiment en ses gènes, en tant que chef ou du moins premier responsable d'un parti ancien et installé dans des habitudes pas toujours fécondes, en tant que porte-parole, sans doute inconscient ou involontaire, d'une certaine idéologie bien française qui fait de notre pays une « nation de fonctionnaires ». De plus, la plupart des grandes initiatives qu'il compte prendre, et qu'il faut en effet initier d'urgence, n'ont de chance d'aboutir qu'accompagnées d'un mouvement de prise de conscience européen qui débouche sur une véritable action en commun. Il serait temps que ces nations, bien plus proches en raison de leurs ressemblances et de leur histoire que séparées par leurs différences et disparités, prennent leur sort en main avec *le sens du commun* requis. Soumis, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, à de terribles contraintes dont les enjeux ne sont pas négociables mais qui l'engagent sans recours, notre héros risque, vu les circonstances, de ne bénéficier d'aucun « état de grâce » et de basculer très vite dans une impopularité aussi dommageable pour l'avenir que désespérante dans l'instant.

Serge MEITINGER
23-27 avril 2012